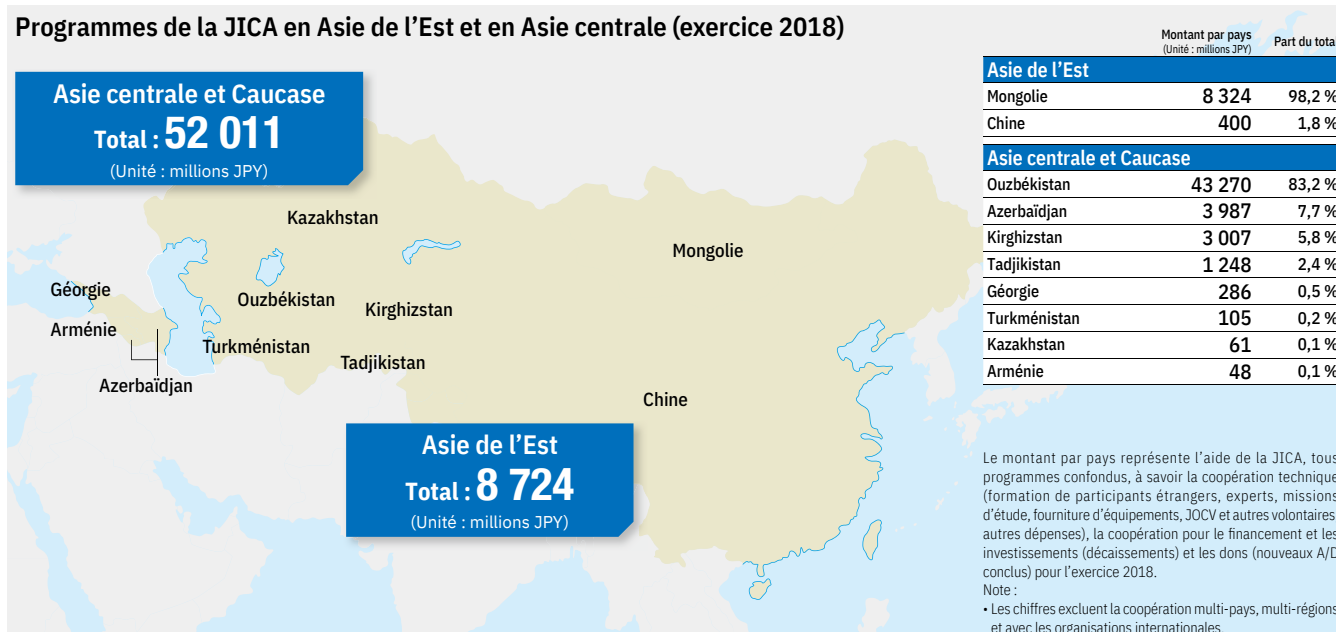


Asie de l'Est et Asie centrale

Renforcer la connectivité internationale et garantir un développement global et durable



Problèmes régionaux

La JICA déploie une APD dans dix pays en développement de la région Asie de l'Est et Asie centrale : la Chine, la Mongolie, les cinq pays d'Asie centrale et les trois pays du Caucase.

Neuf de ces pays, à l'exception de la Chine, sont d'anciens États socialistes en cours de transition vers une économie de marché. Bon nombre d'entre eux sont soumis à l'influence des deux grandes puissances régionales, la Russie et la Chine. L'indépendance et la stabilité de ces pays sont censées bénéficier non seulement aux pays visés, mais également à d'autres pays concernés.

Cependant, la connectivité régionale s'est affaiblie après la désintégration de l'ex-Union soviétique, car les nouveaux États indépendants sont confrontés à des conflits d'intérêts nationaux. Riches en ressources naturelles, le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan et la Mongolie connaissent une croissance économique rapide ; toutefois, leurs économies sont vulnérables à cause de la fluctuation des prix mondiaux des produits de base. La fragilité de leur structure économique traditionnelle tient en partie au fait que leur croissance dépend de l'exploitation de ressources souterraines ou, dans le cas de l'Ouzbékistan, des plantations de coton.

Ces dernières années, on craint que la faiblesse des prix des ressources naturelles, la récession de l'économie russe et le ralentissement de la croissance économique chinoise aient un effet négatif sur les économies de la région. Le Tadjikistan et la République kirghize, en particulier, sont exposés à des risques de ralentissement susceptibles d'affecter les conditions sociales et économiques. Ces deux pays, pauvres en ressources naturelles, dépendent largement des envois de fonds des travailleurs migrants partis en Russie et au Kazakhstan.

Initiatives de la JICA

Depuis les années 1990, le Japon est le premier donateur bilatéral pour les pays d'Asie centrale et la Mongolie. Ces pays apprécient les contributions du Japon et placent beaucoup d'espoir dans ses futures activités de coopération.

Ils apprécient plus particulièrement la coopération pour le développement des ressources humaines, notamment le programme de bourses pour le développement des ressources humaines (JDS), les projets des Centres japonais et autres programmes de formation basés au Japon pour enseigner les approches et expériences japonaises sur le développement et promouvoir des économies orientées vers le marché. Ils souhaitent ainsi une poursuite et une extension de l'engagement de la JICA pour le développement des ressources humaines. Ces dernières années, certains pays ont évoqué le besoin d'adopter des stratégies d'innovation pour promouvoir leur développement économique, et espèrent donc collaborer avec des universités japonaises.

Avec les trois pays du Caucase, la JICA mènera des activités dans des domaines où le Japon a acquis une solide expérience de coopération, tels que la réduction des risques de catastrophe en Arménie et des projets portant sur l'énergie en Azerbaïdjan.

Les paragraphes suivants décrivent les initiatives de la JICA et les principales réussites de l'exercice 2018.

1. Renforcement de la gouvernance

La JICA a travaillé avec des universités japonaises pour former des spécialistes en sciences sociales et des jeunes fonctionnaires d'Ouzbékistan, du Tadjikistan et de Géorgie. Pour l'Ouzbékistan, la JICA envisage également une aide pour l'amélioration du climat de l'investissement en tirant parti de l'aide passée de l'Agence pour le développement du système juridique.

2. Diversification industrielle

La JICA a lancé un projet de formulation d'un plan directeur national complet pour la Mongolie afin de soutenir le développement équilibré de l'ensemble du pays. Au Tadjikistan, la JICA a effectué une collecte de données pour promouvoir les exportations et les PME. En Ouzbékistan, elle a commencé une étude préparatoire dans le secteur de l'horticulture pour encourager la diversification industrielle et les exportations.

3. Développement des infrastructures

Comme en 2017, la JICA a contribué au renforcement de la connectivité et à la réduction des disparités dans la région et au-delà à travers une aide au développement des infrastructures, notamment pour la planification et la construction d'aéroports, de routes internationales et de centrales énergétiques. Avec la Mongolie, la JICA a signé un contrat dans le cadre d'un projet de financement des investissements du secteur privé pour la production d'énergie solaire. Le projet est cofinancé par la Banque asiatique de développement (BASD).

4. Développement des ressources humaines

Lors de l'exercice 2018, la JICA a poursuivi son aide à l'enseignement supérieur de l'ingénierie en Mongolie en invitant des étudiants dans des universités et des *Kosen* (instituts supérieurs de technologie) au Japon. Les gouvernements de certains pays partenaires de la région ont demandé à ce que le quota d'étudiants éligibles aux programmes de bourses soit augmenté. En réponse, la JICA a relevé son quota pour la République kirghize de deux étudiants. Elle envisage de faire la même chose pour le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

La JICA va maintenir et approfondir ses bonnes relations avec les pays de la région en se concentrant sur les priorités suivantes :

- Le renforcement de la gouvernance, la diversification des



Des ingénieurs d'une centrale énergétique en Ouzbékistan reçoivent une formation au Japon sur l'exploitation et la maintenance d'une turbine à gaz.

industries, le développement des infrastructures et des ressources humaines.

- En particulier, les initiatives qui constituent une base pour la diversification des activités industrielles, telles que le développement des ressources humaines industrielles. Pour renforcer la gouvernance, le développement des ressources humaines dans le domaine de la finance, de la politique et des institutions.
- Le développement d'infrastructures de qualité en tenant compte de la connectivité intra et interrégionale et la réduction des disparités nationales.

En octobre 2018, le gouvernement japonais a annoncé qu'il ne mettrait plus en œuvre de nouveaux projets d'APD pour la Chine. Le gouvernement chinois a vivement apprécié l'APD du Japon au cours des dix dernières années. La contribution apportée par l'APD du Japon à la Chine a largement été rapportée par les médias des deux pays. La JICA reste pleinement mobilisée sur la mise en œuvre des projets en cours, lesquels devraient arriver à terme à la fin mars 2022. Elle va également enregistrer et examiner l'APD du Japon pour la Chine afin d'en partager les résultats au Japon et à l'étranger.

Mongolie : Projet de renforcement de la capacité nationale de prévention et de protection contre les catastrophes sismiques

Renforcer la gouvernance du risque de catastrophe en tirant parti de l'expérience et de l'expertise du Japon



Des enfants écoutent des instructions sur l'utilisation du sac à dos RRC lors d'un exercice de simulation d'une catastrophe.

Pour les Japonais, la Mongolie n'apparaît peut-être pas comme un pays vulnérable aux tremblements de terre, mais elle a connu plusieurs séismes majeurs d'une magnitude proche de 8. Récemment, des failles actives ont été identifiées près d'Oulan-Bator, la capitale.

Depuis 2016, la JICA met en œuvre le projet de renforcement de la capacité nationale de prévention et de protection contre les catastrophes sismiques en Mongolie pour le personnel de l'Agence nationale de gestion des urgences (National Emergency Management Agency ou NEMA). Dans ce projet, la JICA soutient le renforcement des capacités et l'éducation à la réduction des risques de catastrophe (RRC). Les activités du projet comprennent l'établissement de plans de préparation et de réponse aux

catastrophes intégrant les concepts définis dans le cadre d'action de Sendai pour la prévention des risques de catastrophe 2015–2030, ainsi que la formulation de lignes directrices pour l'éducation scolaire sur la RRC. Le projet a déjà permis la publication du premier Livre blanc du pays sur la RRC.

En juillet 2018, Oulan-Bator a accueilli la conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophe réunissant près de 3 000 participants de plus de 50 pays. Pendant la conférence, le gouvernement mongol a organisé un séminaire sur la résilience des villes et contribué significativement à l'adoption de la déclaration d'Oulan-Bator-le principal document final de la conférence – en coopération avec le projet de la JICA.